

AI Index: PRE 01/490/2009
10 November 2009

Paraguay. Une communauté indigène est menacée d'expulsion forcée et agressée aux pesticides

Amnesty International condamne l'utilisation de pesticides vraisemblablement toxiques dans le but d'intimider une communauté indigène qui a résisté à l'expulsion forcée de ses terres ancestrales.

L'organisation a exhorté les autorités du Paraguay à intensifier leurs actions afin d'assurer la protection des membres de cette communauté, de leur prodiguer des soins et d'enquêter sur ces récents événements.

Vendredi 6 novembre 2009, plus de 50 hommes, qui représenteraient les producteurs de soja brésiliens revendiquant la propriété de ces terres, sont arrivés dans le district d'Itakyry, dans l'est du Paraguay, afin d'expulser les indigènes par la force. Ils ont riposté à l'aide d'arcs et de flèches.

Ce même jour, un avion a survolé leurs habitations et aurait déversé des pesticides utilisés habituellement pour la culture du soja. Plus de 200 personnes ont été touchées, atteintes entre autres de vomissements et d'évanouissements. Au moins sept d'entre elles ont été conduites à l'hôpital.

Un autre événement a créé un précédent inquiétant quelques jours auparavant, lorsque la Commission des droits humains du Sénat paraguayen, organe qui a récemment entravé les tentatives visant à restituer leurs terres traditionnelles à une autre communauté indigène, les Yakyés Axas, a été utilisée comme une tribune pour promouvoir l'expulsion.

L'arrêté d'expulsion a été annulé par un procureur de district juste avant sa mise en application, le 6 novembre 2009. On croit savoir que les menaces pesant sur cette communauté constituent des mesures de représailles.

« La vie des populations indigènes est mise en péril par ceux qui sont censés les protéger, a déclaré Louise Finer, chercheuse sur le Paraguay à Amnesty International. Le risque encouru par les communautés d'Itakyry était prévisible. Les autorités paraguayennes n'ont pas pris les mesures nécessaires afin de les protéger contre les menaces subies lors de cette nouvelle tentative d'expulsion de leurs terres ancestrales.

« Les autorités – le gouvernement, le Congrès et la justice – doivent unir leurs efforts pour répondre aux besoins immédiats des communautés au lendemain de cette attaque, mais aussi pour veiller à ce que cela ne se reproduise pas », a ajouté Louise Finer.

Seuls quelques policiers locaux se trouvaient sur les lieux durant l'attaque, en dépit de la menace d'intimidation visant les communautés indigènes.

Malgré la promesse des autorités locales d'envoyer des ambulances pour aider les personnes souffrant

notamment de vomissements et d'évanouissements, celles-ci ont dû attendre plusieurs heures avant de recevoir des soins médicaux.

Le président Fernando Lugo a fait des droits des populations indigènes du Paraguay un engagement majeur de sa campagne. Pourtant, les problèmes hérités de la période de dictature en matière d'appropriations frauduleuses et généralisées de terres sont loin d'être résolus.

La promotion du développement agricole a souvent le pion à la sauvegarde des terres appartenant aux populations indigènes. Dans la pratique, le gouvernement n'a pas démontré sa ferme volonté de trouver une solution à leurs revendications foncières.

En mai, Amnesty International dénonçait le fait que la déforestation, les plantations de soja et l'utilisation de produits agrochimiques continuaient de nuire à la subsistance des communautés indigènes.

De récentes images satellites montrent que la déforestation dans le nord du Paraguay se poursuit au même rythme, malgré les contrôles mis en place par le gouvernement, mettant en péril des groupes indigènes isolés comme les Totobiegosode.

En octobre, Amnesty International a critiqué le refus du Congrès paraguayen d'adopter un avant-projet de loi qui aurait permis à l'État de rétrocéder leurs terres ancestrales aux Yakyés Axas. Au moins 90 familles ont ainsi été privées d'habitat.

Aux termes des instruments internationaux relatifs aux droits humains, le droit à leurs terres ancestrales est crucial pour les populations indigènes ; il constitue un élément vital de leur sens de l'identité et leur permet d'assurer leur subsistance et de perpétuer leur mode de vie.

La campagne mondiale d'Amnesty International *Exigeons la dignité* vise à mettre fin aux atteintes aux droits humains qui font sombrer les gens dans la pauvreté et les y maintiennent. Elle mobilisera des sympathisants dans le monde entier pour demander que les gouvernements, les grandes entreprises et les détenteurs du pouvoir écoutent la voix de ceux qui vivent dans la pauvreté et reconnaissent leurs droits pour mieux les protéger. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site <http://demanddignity.amnesty.org/campaigns-en/>.

Dans le cadre de sa campagne *Exigeons la dignité*, lancée en mai 2009, Amnesty International demande aux gouvernements du monde entier de prendre toutes les mesures nécessaires, y compris d'adopter des lois et politiques conformes au droit international relatif aux droits humains, afin d'interdire et d'empêcher les expulsions forcées.